



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 3 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le jeudi trois septembre, à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire, légalement convoqué le jeudi vingt-sept août deux mille vingt-six, s'est réuni à Blausasc, au siège de la Communauté de Communes.

Etaient présents : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeter, Monsieur Christian Dragoni, Mesdames Lykke Saviane, Nadine Ezingard, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo formant la majorité des membres en exercice.

Absents représentés : Monsieur Dominique Josse par Madame Martine Brun, Madame Sandrine Barralis par Monsieur Gérard Branda, Monsieur Albert Philip par Monsieur Fabien Guglielmino, Monsieur Alain Alessio par Madame Lykke Saviane, Monsieur Daniel Sfecci par Monsieur Cyril Piazza.

Absents : Monsieur Michel Lottier, Madame Evelyne Laborde et Monsieur Jean-Pierre Roch

ORDRE DU JOUR

- 1- **Administration générale**
 - A. Approbation de la Charte du respect des valeurs de la République de la Région PACA
- 2- **Finances**
 - A. Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) – Fixation du coefficient multiplicateur à compter du 1^{er} janvier 2027
- 3- **Aménagement du territoire**
 - A. Signature de la convention de partenariat pour le suivi des nappes du bassin versant des Paillons
 - B. Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts (PPRIF) : demande de délai
- 4- **Agriculture**
 - A. Demande de subvention de la FDSEA
- 5- **Enfance jeunesse**
 - A. Projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance
- 6- **Gestion des déchets**
 - A. Convention de collecte des articles culinaires usagés au sein des déchetteries

**7- Marchés publics**

A. Attribution du marché de traitement et de valorisation des ordures ménagères résiduelles (n°2026-05)

B. Attribution du marché de gestion des déchets issus des collectes sélectives (2026-06)

8- Pour information

A. Attribution du marché de fourniture de pneumatiques et prestations associées (2026-03)

B. Modification du tableau des effectifs

EN PRÉAMBULE DE SÉANCE

M Piazza ouvre la séance du conseil communautaire.

Mme Ellul est désignée secrétaire de séance, elle procède à l'appel. Le quorum est atteint, la séance peut commencer.

M Piazza propose ensuite l'approbation du procès-verbal du 6 juillet 2026. Il est adopté à l'unanimité sans observation.

M Piazza propose au conseil communautaire d'ajourner de l'ordre du jour les points suivants :

- La convention de partenariat pour le suivi des nappes du bassin versant des Paillons,
- La demande de subvention de la FDSEA.

Les membres du conseil valident à l'unanimité le fait d'ajourner ces points de l'ordre du jour.

1) Administration générale**A. Approbation de la Charte du respect des valeurs de la République de la Région PACA**

M Piazza expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que la charte du respect des valeurs de la République de la Région PACA reprend les principes suivants :

- L'égalité entre les hommes et les femmes,
- Le principe de neutralité des bâtiments publics,
- La liberté de conscience et la liberté de culte,
- L'égalité de tous devant la loi, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions,
- Le respect des règles de déontologie dans toutes les activités et relations,

Considérant la demande de la Région Sud PACA aux organismes qui sollicitent son soutien financier d'approuver cette charte et de s'engager à respecter les principes républicains et les règles de déontologie dans le cadre de l'exécution du projet pour lequel ils la sollicitent et de respecter les obligations et engagements permettant de garantir ces principes.

Les engagements de la Communauté de Communes sont les suivants :

- Faire connaître et afficher dans les locaux de la CCPP le préambule de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen joint en annexe de la charte,
- Respecter l'objet qui a conduit à l'attribution de la subvention,
- Imposer un traitement égalitaire entre tous les individus sans distinction d'origine, de



sexe, d'orientation sexuelle, de croyance ou absence de croyance et refuser toute pratique discriminante dans notre fonctionnement et dans nos activités,

- Respecter le principe de la liberté de conscience,
- Proscrire toute forme de violence au sein de la CCPP et dans la société,
- Garantir à nos membres et à nos bénéficiaires d'exercer leur libre arbitre et de faire l'apprentissage de la citoyenneté,
- Garantir l'expression et la participation de nos adhérents dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses projets,
- Garantir l'accès de toutes et tous aux actions et responsabilités de l'organisme par la voie de la démocratie interne,
- Respecter les règles de déontologie dans toutes nos activités et relations.

Le Conseil communautaire, oui l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,

- Approuve la Charte du respect des valeurs de la République de la Région PACA.

- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

La délibération est adoptée sans débat.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeret, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfeggi, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

2) Finances

A. Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) – Fixation du coefficient multiplicateur à compter du 1^{er} janvier 2027

M Tujague expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des impôts notamment son article 1639 A bis I,

Vu la délibération n°24 09 04 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2024 instaurant un coefficient multiplicateur au produit de la TASCOM à compter de 2025,

Vu cette même délibération par laquelle le conseil communautaire a fixé le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,05 à compter du 1^{er} janvier 2025,

Vu la délibération n°25 06 07 du Conseil Communautaire en date du 17 juin 2025 fixant le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,10 à compter du 1^{er} janvier 2026,



M Tujague propose de fixer le coefficient multiplicateur de la Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) à 1,15 à compter du 1^{er} janvier 2027.

M Piazza précise que cette taxe ne concerne que les surfaces commerciales de plus de 400 m², ce qui correspond à un nombre limité de contributeurs, les petits commerçants ne sont pas concernés.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Vice-président, après en avoir délibéré,

- Décide de fixer le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,15 à compter du 1^{er} janvier 2027.

- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeter, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfecchi, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

3) Aménagement du territoire

A. Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts (PPRIF) : demande de délai

M Piazza expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses dispositions relatives aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu la procédure d'élaboration des Plans de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF) concernant les communes du pays des Paillons,

Vu le courriel de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes en date du 20 août 2026 invitant les communes concernées à transmettre, avant le 1^{er} octobre 2026, leurs observations ainsi que leurs projets d'aménagement afin d'en étudier la prise en compte dans le futur zonage réglementaire,

Considérant qu'à l'issue de cette échéance et en l'absence d'observations formulées par les communes, le pré-zonage communiqué par les services de l'État est susceptible d'être utilisé pour la poursuite de la procédure d'élaboration des PPRIF,

Considérant que les élus du territoire sont pleinement conscients de la nécessité de prévenir le risque d'incendie de forêt et partagent l'objectif de protection des populations, des biens et des espaces naturels poursuivi par l'élaboration de ces plans,



Considérant, toutefois, que les propositions de pré-zonage appellent une analyse approfondie au regard de leurs conséquences potentielles sur l'aménagement actuel et le développement futur des communes du territoire,

Considérant que cette analyse nécessite notamment de confronter les éléments cartographiques transmis à la connaissance du terrain détenue par les communes, aux réalités locales, aux enjeux propres à chaque secteur ainsi qu'aux projets d'aménagements existants ou de développements envisagés,

Considérant que les élus attendent, à ce stade de la procédure, une concertation de terrain suffisamment approfondie afin de confronter les propositions cartographiques aux réalités topographiques locales avant la fixation de l'échéance du 1^{er} octobre 2026,

Considérant que le délai laissé aux communes entre la transmission de ces éléments et la date fixée pour la formulation de leurs observations apparaît particulièrement contraint au regard de l'importance des enjeux et du travail technique nécessaire à la production de contributions étayées,

Considérant que les communes souhaitent précisément pouvoir répondre à la demande de l'État avec tout le sérieux requis, sur la base d'une analyse éclairée et documentée, et non formuler dans l'urgence des observations qui ne permettraient pas d'appréhender pleinement les conséquences du pré-zonage proposé,

Considérant que des démarches ont d'ores et déjà été engagées afin de bénéficier d'un accompagnement technique spécialisé permettant aux communes d'analyser les propositions de zonage et de formaliser des observations argumentées,

Considérant, en conséquence, qu'un délai complémentaire permettrait de poursuivre la procédure dans un esprit de dialogue, de concertation et de coopération constructive entre les services de l'État et les collectivités.

M Branda fait état d'un rendez-vous avec la DDTM à l'occasion duquel les services de l'État se sont montrés ouverts à discuter commune par commune, précisant que la carte n'est aucunement figée ; le service attend la sollicitation de chaque commune.

M Gugliemino recommande d'utiliser des outils d'intelligence artificielle pour travailler les observations et propositions à la carte de zonage, l'outil permet d'identifier des marges de manœuvre avec pertinence.

M Piazza précise que les communes peuvent avoir des documents de base différents (carte communale / PLU / RNU) avec des rendus et des impacts différents sur le document final.

M Tujague ajoute que le PPRIF aborde aussi la création des réseaux d'eau pour la défense contre les incendies proche des habitations à partir du moment où il y a construction d'habitations ; cela doit être un point de vigilance.

M Piazza explique que la CCPP recherche actuellement un cabinet spécialisé pour accompagner les communes dans l'analyse de leurs zonages respectifs.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,

- Réaffirme son plein attachement aux objectifs de prévention du risque d'incendie de forêt et de protection des populations poursuivis dans le cadre de l'élaboration des PPRIF.

- Souligne la nécessité que les propositions de zonage puissent faire l'objet d'une analyse approfondie associant la connaissance du terrain des élus et des communes aux éléments techniques produits dans le cadre de la procédure.



- Considère que l'échéance fixée au 1^{er} octobre 2026 ne permet pas aux communes concernées de disposer d'un temps suffisant pour conduire ce travail dans des conditions satisfaisantes et produire des observations pleinement étayées.
- Sollicite, en conséquence, auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, l'octroi d'un délai complémentaire pour la transmission des observations et projets d'aménagement des communes du territoire.
- Demande que ce délai complémentaire permette la poursuite des échanges techniques avec les services de l'État et, autant que nécessaire, l'organisation de rencontres et visites de terrain afin de confronter les propositions de pré-zonage aux réalités locales.
- Affirme la volonté de la Communauté de Communes du Pays des Paillons et de ses communes membres de poursuivre ce travail avec les services de l'État dans une démarche collaborative, constructive et pleinement respectueuse des objectifs de prévention du risque.
- Autorise Monsieur le Président à transmettre la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à accomplir toute démarche nécessaire à sa mise en œuvre.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeret, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfeggi, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

4) Enfance jeunesse

A. Projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance (RPE)

Mme Légeret expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité d'adopter une future Convention Territoriale Globale (CTG) entre la Communauté de Communes du Pays des Paillons et la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2027-2030,

Considérant que le Relais Petite Enfance est soumis à un projet de fonctionnement qui cadre et définit les axes et méthodes de travail sur la période de la CTG,

Considérant que le projet de projet de fonctionnement décrit les enjeux, les moyens mobilisés et les actions mises en œuvre en direction des familles d'une part et des professionnels de l'accueil du jeune enfant d'autre part, en tenant compte du contexte local et des besoins du public sur le territoire d'intervention du relais.

Le Conseil communautaire, oui l'exposé de sa Vice-présidente, après en avoir délibéré,

- Valide le Projet de fonctionnement du RPE pour la période 2027-2030.
- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.



La délibération est adoptée sans débat.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeret, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfecci, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

5) Gestion des déchets

A. Convention de collecte des articles culinaires usagés au sein des déchetteries

M Piazza expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-10 et L5216-5,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.541-1 et suivants,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (dite « loi Barnier »),

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Tefal SAS lance une boucle fermée relative à la collecte, au recyclage et à la transformation des poêles et casseroles usagées multi-marques en nouveaux produits fabriqués dans son usine Tefal de Rumilly (74) et Selongey (21).

A été instauré un réseau national de collecte des articles culinaires usagés auprès des collectivités territoriales, des syndicats spécialisés et des Établissements Publics de Coopération Intercommunale volontaires et ce en mettant en place un nouveau dispositif dans leurs déchetteries.

Au titre des modalités de la convention, Tefal SAS met à disposition des contenants et assure leurs rotations, dans les déchetteries intercommunales.

En contrepartie de l'acquisition des articles culinaires usagés de la Communauté de Communes du Pays des Paillons, le Tefal SAS s'engage à verser à la collectivité un soutien financier compris entre 100€ et 150€ par tonne par site d'enlèvement, plus des aides financières à la communication.

La Communauté de Communes du Pays des Paillons s'engage à informer ses usagers de la mise en place de cette nouvelle solution de collecte.

Cette convention est conclue pour une durée de 36 mois renouvelable.



Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,
- Décide d'approuver la convention relative à la collecte des articles culinaires usagés au sein des déchèteries avec Tefal SAS et de percevoir, en contrepartie, un soutien financier à la tonne par site d'enlèvement, ainsi que des soutiens forfaitaires à la communication.
- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

La délibération est adoptée sans débat.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Leget, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfecci, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

6) Marchés publics

A. Attribution du marché de traitement et de valorisation des ordures ménagères résiduelles (n°2026-05)

M Piazza expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant la publication de l'Appel d'Offres Ouvert relatif au traitement et valorisation des ordures ménagères résiduelles (BOAMP n° 26-60503 / 26-60814 et JOUE n°422305-2026 / 428092-2026),

Considérant qu'il s'agit d'un marché de service à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum annuel d'une durée de 1 an renouvelable 1 fois, soit 2 ans maximum,

Considérant l'allotissement du marché :

- Lot 1 : traitement et valorisation des Ordures Ménagères Résiduelles secteur Ouest (sans minimum, maximum annuel de 2.500.000 € HT soit 5.000.000 € HT sur 2 ans),
- Lot 2 : traitement et valorisation des Ordures Ménagères Résiduelles secteur Est (sans minimum, maximum annuel de 300.000 € HT soit 600.000 € HT sur 2 ans),

Considérant les conclusions du rapport de synthèse de la consultation,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres en date du 24 août 2026 a décidé :

- de la recevabilité de l'ensemble des offres reçues,
- du classement des offres au regard des critères de jugement indiqués dans le règlement de la consultation de cette procédure,

- de choisir les offres des candidats suivants comme offres techniquement et économiquement la plus avantageuse :
 - Lot 1 : SAS Arianéo (Nice),
 - Lot 2 : Société Monégasque d'Assainissement (Monaco).

En réponse à une question du Président Mme Dayez, précise que les prix de traitement des ordures ménagères devraient légèrement augmenter (hausse du coût de l'incinération), avec un surcoût pouvant atteindre environ 140 €/tonne en cas d'absence d'exutoire pour le traitement (hors arrêts techniques programmés de l'incinérateur). Le Président précise que s'agissant de cette dernière situation, les services assureront une surveillance toute particulière des détournements.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,

- Décide d'attribuer le marché de traitement et valorisation des ordures ménagères résiduelles :

- *Pour le lot 1 (traitement et valorisation des Ordures Ménagères Résiduelles secteur Ouest) à l'entreprise SAS Arianéo (Nice),*
- *Pour le lot 2 (traitement et valorisation des Ordures Ménagères Résiduelles secteur Est) à l'entreprise Société Monégasque d'Assainissement (Monaco).*

- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeret, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfecci, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /

B. Attribution du marché de gestion des déchets issus des collectes sélectives (2026-06)

Rapporteur : Monsieur Cyril PIAZZA

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant la publication de l'Appel d'Offres Ouvert relatif au marché de gestion des déchets issus des collectes sélectives (BOAMP n° 26-69105 et JOUE n°483703-2026),

Considérant qu'il s'agit d'un marché de service à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum annuel d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois, soit 4 ans maximum,

Considérant l'allotissement du marché :

- Lot 1 : réception et évacuation des Emballages Ménagers Recyclables et des papiers (sans minimum, maximum annuel de 200 000 € HT soit 800 000 € HT sur 4 ans),
- Lot 2 : tri et conditionnement des Emballages Ménagers Recyclables (sans minimum, maximum annuel de 150 000 € HT soit 600 000 € HT sur 4 ans),
- Lot 3 : tri et conditionnement des papiers (sans minimum, maximum annuel de 25 000 € HT soit 100 000 € HT sur 4 ans),
- Lot 4 : réception et stockage intermédiaire du verre (sans minimum, maximum annuel de 20 000 € HT soit 80 000 € HT sur 4 ans),

- Lot 5 : réception et conditionnement du carton (sans minimum, maximum annuel de 5 000 € HT soit 20 000 € HT sur 4 ans),

Considérant les conclusions du rapport de synthèse de la consultation,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres en date du 24 août 2026 a décidé :

- de la recevabilité de l'ensemble des offres reçues,
- du classement des offres au regard des critères de jugement indiqués dans le règlement de la consultation de cette procédure,
- de choisir les offres des candidats suivants comme offres techniquement et économiquement la plus avantageuse :
 - Lot 1 - Réception et évacuation des Emballages Ménagers Recyclables et des papiers : Neriva (Contes),
 - Lot 2 - Tri et conditionnement des Emballages Ménagers Recyclables : Arianeo (Nice),
 - Lot 3 - Tri et conditionnement des papiers : Sud Est Assainissement Veolia Propreté (Valbonne),
 - Lot 4 - Réception et stockage intermédiaire du verre : Sud Est Assainissement Veolia Propreté (Valbonne),
 - Lot 5 - Réception et conditionnement du carton : Neriva (Contes).

En réponse à une question du Président, Mme Dayez précise qu'une inflation a été appliquée par les prestataires (hausse des coûts d'électricité et de structure), mais certaines offres sont malgré tout inférieures aux estimations, probablement grâce à l'ouverture d'un centre de tri à Nice qui accroît la concurrence.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,

- Décide d'attribuer le marché de gestion des déchets issus des collectes sélectives :

- *Pour le lot 1 (Réception et évacuation des Emballages Ménagers Recyclables et des papiers) à l'entreprise Neriva (Contes),*
- *Pour le lot 2 (Tri et conditionnement des Emballages Ménagers Recyclables) à l'entreprise Arianeo (Nice),*
- *Pour le lot 3 (Tri et conditionnement des papiers) à l'entreprise Sud Est Assainissement Veolia Propreté (Valbonne),*
- *Pour le lot 4 (Réception et stockage intermédiaire du verre) à l'entreprise Sud Est Assainissement Veolia Propreté (Valbonne),*
- *Pour le lot 5 (Réception et conditionnement du carton) à l'entreprise Neriva (Contes).*

- Autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Nombre de conseillers en exercice : 34

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 31

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Madame Céline Duquesne, Monsieur Jean-Marc Rancurel, Madame Martine Brun, Messieurs Gérard Branda, Michel Calmet, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Fabien Guglielmino, Madame Audrey Legeret, Messieurs Christian Dragoni, Dominique Josse, Madame Sandrine Barralis, Monsieur Albert Philip, Madame Lykke Saviane, Monsieur Alain Alessio, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Elodie Loretz, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nicole Colombo, Messieurs Gilbert Camous, Daniel Sfecci, Maurice Tamazout, Madame Anaïs Migone, Monsieur Pierre Donadey, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan, Mesdames Michelle Noero et Germaine Millo

Contre : /

Abstention : /



7) Pour information

A. Attribution du marché de fourniture de pneumatiques et prestations associées (2026-03) (décision)

M Piazza rappelle que le 27 mai 2026, une consultation relative à la fourniture de pneumatiques et prestations associées (2026-03) a été lancée sous la forme d'un marché de fourniture en procédure adaptée pour une 1 an renouvelable 3 fois (soit 4 ans) et un maximum annuel de 53.500 € HT (soit 214.000 € HT pour la durée totale du marché).

5 offres ont été reçues et examinées conformément aux critères de jugement indiqués dans le règlement de la consultation. Il ressort de l'analyse que l'entreprise Azur Trucks Pneus a produit une offre financière particulièrement optimisée et un mémoire technique répondant de manière exhaustive aux critères de jugement des offres.

Vu sa délégation, le bureau a attribué le marché à l'entreprise Azur Trucks Pneus (1058 RD 6007 – 06 270 Villeneuve Loubet).

Le conseil prend acte de cette information.

B. Modification du tableau des effectifs

M Tujague explique que, eu égard à la réorganisation et aux nécessités de service, il convenait de mettre à jour le tableau des effectifs de la CCPP. Il a été proposé :

Emplois permanents :

- L'ouverture d'1 poste d'attaché territorial 35h,
- L'ouverture d'1 poste d'adjoint administratif 20h,
- L'ouverture d'1 poste d'ingénieur territorial 35h,
- L'ouverture d'1 poste d'adjoint technique 22h,
- L'ouverture d'1 poste d'infirmier en soins généraux 28h,
- L'ouverture d'1 poste d'éducateur jeunes enfants 35h,
- L'ouverture de 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale 28h,
- L'ouverture d'1 poste d'agent social 35h,
- L'ouverture d'1 poste d'agent social 28h.

Emplois non permanents :

- L'ouverture d'1 poste d'attaché territorial 35h,
- L'ouverture d'1 poste d'ingénieur territorial 35h,
- L'ouverture d'1 poste d'éducateur jeunes enfants 35h,
- L'ouverture de 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale 28h.

En vertu des délégations attribuées au bureau, ce dernier a validé la proposition de décision.

Le conseil prend acte de cette information.

En conclusion du conseil :

M Piazza remercie Mme Zecchini (responsable du Pôle de prévention, collectes et valorisation des déchets) qui va quitter le 14 septembre la CCPP après 10 ans au service du territoire. Elle est remplacée par Makram Ben Sik Ali, arrivé le 1^{er} août 2026 afin d'assurer le tuilage pour la gestion du Pôle et des équipes.

Par ailleurs, le Président annonce deux départs imminents à la retraite : Mme Legendre et M Courcy.

Mme Saviane rappelle que la CCPP avait déposé une motion pour appuyer une demande de moyens supplémentaires de CPE au lycée René Goscinny. Grâce, en partie, à cette action collective, 0,6 poste supplémentaire a été obtenu.

M Piazza informe les membres du conseil de la signature le 31 août 2026 de l'acquisition partielle des terrains de Lafarge. La Communauté de communes et la commune de Contes sont désormais propriétaires d'une partie des terrains. Il rappelle le premier objectif : accueillir le SILCEN (partie technique) et démolir un hangar eu égard à l'obligation de destruction avant 2032.

M Tujague ajoute que la commune de Contes a reçu un nouveau bureau d'études l'après-midi même pour la modification du PLU relative à Lafarge.

M Piazza rappelle la livraison et mise en service des ombrières photovoltaïques pour la production d'énergie notamment sur le Pôle multimodal de l'Escarène. Une réunion du conseil d'administration de la l'association Terre Énergie, association organisatrice (PMO), devrait bientôt être organisée. Il précise que l'on compte déjà un vol de panneaux photovoltaïques sur site, ce qui devrait accélérer la volonté de la CCPP de sécuriser le site par l'installation d'un système de vidéosurveillance pour sécuriser l'ensemble du site accueillant 3 infrastructures communautaires (salle de spectacle, crèche, pôle d'échange multimodal sur lequel figurent les ombrières).

Fin de la séance 20h09

Signatures du Président de la CCPP et de la secrétaire de séance :

M Piazza



Mme Ellul